



LA « GUERRE DU BUSH » EN RHODÉSIE DU SUD (1965-1979) :  
L'ÉCHEC D'UNE CONTRE-INSURRECTION OUBLIÉE

Par Charles NEVEU



LES JEUNES  
IHEDN

## A PROPOS DE L'ARTICLE

La Rhodésie du Sud ? Voilà un nom peu évocateur pour les plus jeunes d'entre nous. Et pour cause, celui-ci désignait le Zimbabwe avant 1980. Il fut le théâtre d'une guerre civile ravageuse à partir de la seconde moitié des années soixante qui opposa régime rebelle, ségrégationniste aux mains de la minorité blanche, à des mouvements nationalistes noirs en faveur de la mise en place d'un régime respectant la règle de majorité. Cette guerre dura quatorze années et coûta la vie à plus de 30 000 personnes<sup>1</sup>. Peu abordé dans les ouvrages disponibles en langue française, il nous a semblé intéressant de revenir sur ce conflit à travers le prisme de la contre-insurrection menée par le régime.

## A PROPOS DE L'AUTEUR

Charles NEVEU est membre du comité Afrique des Jeunes de l'IHEDN. Il est auditeur de la 112ème session « Jeunes » d'Annecy.

## LA GUERRE CIVILE EN RHODÉSIE : UN PIC DE TEMPÉRATURE EN PLEINE GUERRE FROIDE

Conquise par les armes à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle par Cecil Rhodes, entrepreneur et aventurier britannique, ce territoire devient une colonie britannique à partir de 1923. Une autonomie similaire à celle d'un dominion lui est accordée. Le régime se caractérise par une ségrégation affichée : le pouvoir politique et économique appartient à la minorité blanche (représentant seulement environ 200 000 personnes). La majorité noire (environ 4 millions de personnes)<sup>1</sup> se voit quant à elle privée de droits civiques comme le droit de vote, en raison d'un système censitaire et doit se contenter de la moitié des terres cultivables, qui sont également les moins fertiles.

Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale et la décolonisation des empires coloniaux, les riches blancs Rhodésiens s'inquiètent de l'avenir de leur régime. En effet, Londres impose la mise en place d'un système de scrutin majoritaire comme condition sine qua non à l'indépendance. En 1965, la rébellion du pouvoir blanc contre la tutelle britannique éclate avec la proclamation d'une déclaration unilatérale d'indépendance (UDI), portée par l'ultra-conservateur Premier Ministre rhodésien, Ian Smith. La mécanique de la guerre civile est engagée : les mouvements nationalistes noirs<sup>2,3</sup> existants depuis déjà plusieurs années, s'engagent dans la lutte armée. Deux mouvements politiques concurrents principaux et respectivement dotés d'une branche armée, émergent : l'Union du peuple africain du Zimbabwe (ZAPU) puis l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU).

En pleine guerre froide, le conflit prend immédiatement une autre dimension avec le soutien apporté par les États du Pacte de Varsovie et Cuba au ZAPU et par la République Populaire de Chine au ZANU. Les États de la région jouent aussi un rôle important dans ce conflit : la Rhodésie dépend du soutien économique et militaire de l'Afrique du Sud, alors en plein apartheid. La Zambie, le Mozambique et la Tanzanie soutiendront la guérilla de façon variable.

L'Organisation des Nations unies (ONU) considère le régime ségrégationniste de Ian Smith comme l'opprobre de la « communauté internationale » : régime illégal, fondé sur la suprématie de la minorité blanche, ne respectant pas le droit à l'autodétermination des peuples. Dès lors, par l'action du Conseil de sécurité, un embargo et une absence de reconnaissance répudieront la Rhodésie. Sur le terrain, les insurgés vont accroître leur pression grâce au soutien des puissances du bloc de l'Est, des États de la région mais

aussi de l'Organisation de l'unité africaine qui essaye de coordonner les deux mouvements concurrents.

Sous la direction de Robert Mugabe, la ZANU prend le pas sur son mouvement concurrent. Au lieu de se focaliser sur la construction, à l'étranger, d'une force conventionnelle, elle fait le pari d'une stratégie de guerre révolutionnaire maoïste. Mugabe incite à attaquer continuellement des cibles « molles » comme les fermes afin d'asphyxier l'économie rhodésienne. Le régime va épuiser ses maigres ressources pour protéger sa minorité blanche et son pouvoir.

*« Au lieu de se focaliser sur la construction, à l'étranger, d'une force conventionnelle, elle fait le pari d'une stratégie de guerre révolutionnaire maoïste »*

En 1979, malgré tous les efforts de Salisbury, la capitale, les éléments insurgés opèrent sur la majorité du territoire rhodésien sans être la plupart du temps inquiétés. L'étau se resserre inexorablement et il faut attendre le 21 décembre 1979 et la signature de l'accord final de la conférence de Lancaster House pour arriver à une solution politique au conflit. Réunissant toutes les parties au conflit, elle aboutit à un cessez-le-feu, à l'adoption d'une nouvelle constitution, au désarmement des insurgés nationalistes et à l'organisation d'élections respectant la règle de majorité sous la supervision du Royaume-Uni. Le 4 mars 1980, Robert Mugabe est élu à la tête du pays.



ROBERT MUGABE, CHEF DE LA ZANU ET PRÉSIDENT DU ZIMBABWE DE 1987 A 2017

## UNE TACTIQUE FRUIT D'UNE RÉELLE TENTATIVE D'ADAPTATION DE L'OUTIL MILITAIRE RHODÉSIEEN À LA LUTTE CONTRE-INSURRECTIONELLE

Durant les quatorze années du conflit, en dépit d'une large infériorité numérique, les forces bien entraînées du régime de Salisbury resteront tactiquement supérieures aux insurgés des branches armées du ZANU et ZAPU. De fait, on peut observer que les Rhodésiens ont réussi à faire évoluer leur outil militaire issu d'un reliquat de l'armée coloniale britannique au moment de la déclaration unilatérale d'indépendance à une force moderne, plus adaptée à la contre-insurrection avec des composantes aéromobiles et aéroportées. Deux aspects importants de cette adaptabilité tactique doivent être détaillés : le recours par l'armée rhodésienne à des tactiques originales et une réelle faculté d'innovation et d'adaptation matérielle illustrée par la lutte contre les mines.

### L'utilisation de tactiques originales

| 5

#### **Le concept de *Fire Force***

Suivant le pas des tactiques initiées par les français en Algérie dans les années cinquante<sup>1</sup>, les Rhodésiens vont mettre en place une tactique d'enveloppement vertical aéromobile nommée *Fire Force*. Celle-ci consiste à combiner la petite cinquantaine d'hélicoptère de l'armée de l'air rhodésienne à une unité d'élite de l'armée de terre réservée aux blancs, organisée sur le modèle britannique des commandos. Les quatre commandos de l'unité étaient répartis sur des bases avancées avec leurs moyens aériens attachés afin d'assurer le maillage le plus efficace possible du territoire. L'action de cette force de réaction rapide pouvait être déclenchée lors d'une prise à partie d'une unité locale, sur renseignement de la population, par le guidage d'une unité de renseignement<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Sur l'armée française, voir Frédéric Bos, « Les détachements d'intervention hélicoptérés dans la guerre irrégulière », *Stratégie*, 93-94-95-96, 2009, p. 445-459.

<sup>2</sup> B. Hoffman, J. Taw, D. Arnold, *Lessons for Contemporary Counterinsurgencies : The Rhodesian Experience*, Santa Monica, Rand publication, 1991, p. 35 [en ligne], URL : <https://www.rand.org/pubs/reports/R3998.html>, consulté le 18/11/2018.



Le schéma était simple : une fois l'ennemi repéré, l'avion d'appui aérien rapproché et l'hélicoptère d'appui-feu engageaient en premier l'adversaire. Les hélicoptères de transport déposaient ensuite chacun leur stock d'hommes sur les potentiels itinéraires de repli afin de fixer l'ennemi. Parfois un avion de transport pouvait larguer un second échelon en renfort afin de réaliser une prise en tenaille<sup>3</sup>. Enfin, une colonne motorisée rejoignait le lieu de l'opération afin de ravitailler les hélicoptères et les hommes. Cette tactique interarmées combinant rapidité et effet de surprise était redoutable et entraîna des pertes significatives dans les rangs de la guérilla (avec un ratio estimé à plus de 30 : 1)<sup>4</sup>, tout en préservant la solidité morale des troupes de Salisbury. Il était toutefois nécessaire pour un tel déploiement d'obtenir des renseignements précis et à jour.

### **Les opérations sous fausse bannière des *Selous Scouts***

En contre-insurrection, le concept des opérations sous fausse bannière consiste à opérer sous l'apparence de l'insurgé afin de recueillir du renseignement. Deux précédents historiques vont largement inspirer les Rhodésiens : d'une part, la contre-insurrection britannique au Kenya contre la révolte Mau Mau (1952-1960), où le capitaine Frank Kitson fut pionnier dans l'utilisation d'insurgés retournés pour obtenir du renseignement tactique. D'autre part, les Portugais au Mozambique utilisèrent pour lutter contre les indépendantistes des groupes sous fausse bannière que les Rhodésiens ont pu observer de très près<sup>5</sup>. Au début du conflit, les forces du régime s'appuient sur la population pour recevoir des renseignements sur les groupes d'insurgés qui, depuis les États frontaliers s'infiltrèrent sur le territoire rhodésien. Néanmoins, sous la pression croissante de ces infiltrations, le régime perd le contrôle de la population rurale.

*« En contre-insurrection, le concept des opérations sous fausse bannière consiste à opérer sous l'apparence de l'insurgé afin de recueillir du renseignement. »*

Pour faire face à ce problème, le commandement rhodésien décide de créer, à la suite d'expérimentations de la police, une unité de forces spéciales chargée de recueillir le

<sup>3</sup> Pour plus de détails, voir le témoignage de Jean Michel Caffin par Laurent Henninger, *Guerres & Histoire*, 33, octobre 2016, p. 9-12.

<sup>4</sup> N. Grant, *Rhodesian Light Infantryman 1961-80*, Oxford, Osprey publishing, 2015, p. 50.

<sup>5</sup> P. Baxter, *Selous Scouts : Rhodesian Counter-Insurgency Specialists*, Solihull, Helion & Company Ltd, 2011, p. 30.

renseignement en utilisant des insurgés retournés : les *Selous Scouts*. Par la suite, cette unité devint l'unique source de renseignements pour les régions sévèrement infiltrées. Cette unité profita d'une faiblesse matérielle des insurgés pour la collecte de renseignements : le manque de radio obligeait la rédaction d'ordres écrits et l'utilisation de coureurs<sup>6</sup>. Avec l'intensification du conflit et notamment l'indépendance du Mozambique, les *Selous Scouts* au-delà d'être une unité de renseignement, devinrent une force de frappe extérieure à partir de 1976 avec pour mission principale d'attaquer les sanctuaires des insurgés à l'étranger<sup>7</sup>.



INSURGES RHODESIENS AU LAC KARIBA EN 1976

### **Une permanente adaptation matérielle à la guérilla : l'exemple de la lutte anti-mines**

#### **Les véhicules de « Mad Max » en Rhodésie**

Au cours du conflit, les forces armées rhodésiennes vont montrer une grande faculté d'adaptation, voire de « bricolage » de leurs moyens matériels afin de s'adapter à la lutte contre-insurrectionnelle. Dès 1972, la ZANU et la ZAPU ont largement recours au minage des routes afin d'entraver la liberté de mouvement des forces armées comme de la

<sup>6</sup> P. Baxter, *Bush War Rhodesia : 1966-1980*, Solihull, Helion & Company Ltd, 2014, p. 37.

<sup>7</sup> J.K. Cilliers, *Counter-Insurgency in Rhodesia*, Beckenham, Croom Helm Ltd, 1985, p. 127. Pour un détail en français des opérations extérieures des *Selous Scouts* voir le blog de Laurent Touchard, CONOPS : « Histoire : les raids motorisés des forces spéciales rhodésiennes, les "pseudo operations" », [en ligne], URL : <http://conops-mil.blogspot.com/2016/04/histoire-les-raids-motorises-des-forces.html>, consulté le 18/11/2018.

population rhodésienne. Des mines antichars de fabrication soviétique sont principalement utilisées.

Les sud-africains avaient déjà commencé à travailler sur les ancêtres de ce que l'on nomme aujourd'hui les véhicules « MRAP » (*Mine-Resistant Ambush-Protected*)<sup>8</sup>. Sur la base de ces premiers essais, afin de faire face à cette nouvelle menace, la police puis l'armée rhodésienne vont créer à partir de châssis civils et militaires largement disponibles en Rhodésie leurs propres véhicules et camions résistants aux mines. Ces véhicules aux profils très singuliers, tout droit sortis d'un film de science-fiction, vont être équipés de contremesures plus ou moins sophistiqués : plancher renforcé par des sacs de sable, pneus en partie remplis d'eau pour absorber l'effet de souffle et alourdir le véhicule, coque en « V » afin de dévier le souffle de l'explosion, blindage du vitrage, siège en acier avec harnais d'épaule. Ces mesures prises vont produire un résultat réel puisque la part de pertes par mines sera significativement réduite et le moral d'autant plus préservé que le capital humain des rhodésiens est rare. Sur 1276 explosions de mines en Rhodésie, 927 explosions de mines ont impliqué des véhicules protégés impliquant 5830 personnes transportées, 91 ont été tuées et 1453 blessées<sup>9</sup>.

*« Il est possible de voir la « Guerre du Bush » comme un des laboratoires ayant servi à la maturation du concept d'ouverture d'itinéraire piégé en Afghanistan et en Irak »*

| 8

### **L'ancêtre du détachement d'ouverture d'itinéraire piégé**

Il est possible de voir la « Guerre du Bush » comme un des laboratoires ayant servi à la maturation du concept d'ouverture d'itinéraire piégé en Afghanistan<sup>10</sup> et en Irak. Au-delà du développement d'une gamme de véhicules blindés résistants aux mines, un ingénieur rhodésien, Ernest Konschel, va créer un véhicule capable de détecter les mines sans les faire exploser en roulant. Ce véhicule, produit à 59 exemplaires jusqu'en

<sup>8</sup> B. Hoffman, J. Taw, D. Arnold, op. cit., p. 62.

<sup>9</sup> Peter Stiff, *Taming the Landmine*, rapporté par P. Moorcraft, P. McLaughlin, *The Rhodesian War : Fifty Years on*, Barnsley, Pen & Sword Military, p. 95.

<sup>10</sup> Sur le Détachement d'ouverture d'itinéraire piégé français en Afghanistan, voir Christophe Lafaye, *l'armée française en Afghanistan : le Génie au combat 2001-2012*, CNRS Editions, Paris, 2016, p. 145, p. 153.



1979<sup>11</sup> et conduit par des sapeurs spécialement formés, se révélera très efficace. Son emploi sera repris par les Sud-Africains et son design se retrouve encore sur les véhicules actuels.



CARTE DES OPERATIONS DES FORCES ARMEES RHODESIENNES

## UN ÉCHEC STRATÉGIQUE À LA HAUTEUR DES SUCCÈS DU CHAMP DE BATAILLE : L'ERRANCE STRATÉGIQUE DES RHODÉSIENS

Les Rhodésiens ont gagné sur le champ de bataille, au prix de la perte globale de la<sup>9</sup> guerre. Cela peut s'expliquer par l'absence d'une réelle stratégie afin de faire face à l'insurrection. Au-delà de la stratégie, on peut douter de la possibilité de préserver un régime archaïque, à la fois isolé et de plus en plus fragilisé.

### Une stratégie militaire de recherche et destruction dissimulant l'absence de réelle stratégie politique

#### **La mauvaise appréciation de l'ennemi et la chimère du « *kill ratio* »**

Comme le rappelle en 1964 le théoricien français Galula<sup>12</sup>, « la contre-insurrection ne se définit que par rapport à la cause qui lui donne naissance »<sup>13</sup>. Il est ici possible de constater une certaine cécité de la part des stratèges Rhodésiens quant à la réelle nature et les motivations de l'ennemi qu'ils affrontaient. Au début du conflit, l'insurgé est

<sup>11</sup> Laurent Touchard, « Guerre dans le bush ! les blindés de l'armée rhodésienne au combat », Batailles et blindés, 72, Avril/Mai 2016, p. 69.

<sup>12</sup> Officier français ayant servi durant la guerre d'Indochine et d'Algérie, il est considéré en particulier par les américains comme un penseur et théoricien important de la contre-insurrection.

<sup>13</sup> D. Galula, Contre-Insurrection - Théorie et pratique, Paris, Economica, 2008, p. 10.

appréhendé comme un « criminel », ce qui revient à nier sa dimension politique puisque l'individu est perçu alors comme un simple contrevenant à la loi. La police mène la conduite des opérations avec l'appui seulement de l'armée. Cela crée des frictions qui ne seront qu'en partie résolues lorsqu'en 1977 l'armée prend le pas sur la police dans le poids décisionnel<sup>14</sup>. Avec l'intensification du conflit, les rapports d'opérations qualifient l'insurgé de « *Communist trained terrorist* »<sup>15</sup>. Le régime souhaite ainsi replacer le conflit dans la logique manichéenne de la guerre froide et espère que l'Ouest viendra soutenir ses efforts dans la lutte contre le communisme : l'insurrection est donc considérée comme une menace provenant de l'extérieur des frontières. Ainsi, le centre de gravité de l'adversaire est perçu comme se situant davantage dans les régions frontalières du Mozambique et de Zambie que sur le territoire rhodésien. L'effort est alors accru dans ce sens : les opérations sous fausse bannière et opérations extérieures mobilisent des moyens croissants.

Dès lors, le haut commandement rhodésien et les politiques, fixent leur priorité sur l'élimination physique des « terroristes » par la mise en place d'une stratégie militaire de recherche et destruction. L'ensemble des tactiques employées ne suivront que ce but. Le « *kill ratio* » (ratio pertes adverses/pertes amies) devient dès lors l'instrument principal de mesure du succès d'une opération. Ainsi, les stratèges se félicitent de l'efficacité de la tactique de *Fire Force* qui conduit à un ratio de 30 :1<sup>16</sup> ou du fait que les opérations de renseignement sous fausse bannière dérivant en commando de chasse contribuent à hauteur de 68% des pertes totales ennemies<sup>17</sup>. Dans cette recherche d'attrition, les forces rhodésiennes commencent à partir de 1976 à frapper les camps de la guérilla réfugiés dans les États frontaliers. Cette violation de la souveraineté des voisins nouvellement indépendants apparaît comme une volonté d'étendre le conflit et ne fait qu'accroître la perte de légitimité du régime sur le plan international (voir infra).<sup>10</sup>

### **L'absence de prise en compte de la population**

La prééminence de la destruction physique de l'ennemi dans la stratégie amène à négliger une dimension essentielle de la stratégie contre-insurrectionnelle : le soutien de la population.

<sup>14</sup> P. Moorcraft, P. McLaughlin, op. cit., p. 176.

<sup>15</sup> P. Moorcraft, P. McLaughlin, op. cit., p. 64.

<sup>16</sup> N. Grant, op. cit., p. 50.

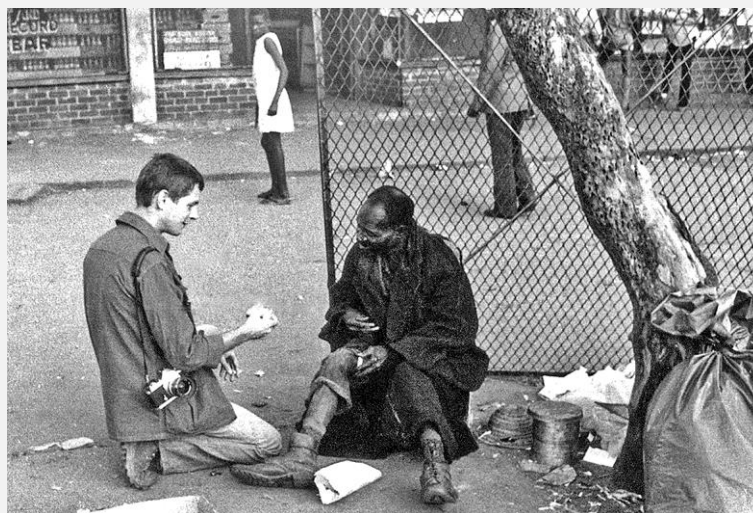
<sup>17</sup> Rapport de 1978 de la direction du renseignement militaire rhodésien selon J.K. Cilliers, op. cit., p. 132.

Tout d'abord, les opérations sous fausse bannière sont autant de victoires à la Pyrrhus que celles-ci conduisent les unités rhodésiennes à des massacres et atrocités contre la population dans le but de discréditer l'insurgé. La propagande de celui-ci s'est toujours empressée de relayer les faits et a pu aussi en profiter pour attribuer la responsabilité de ses propres massacres à ces opérations, aggravant le règne de la confusion et la crise de légitimité du pouvoir en place.

*« La prééminence de la destruction physique de l'ennemi dans la stratégie amène à négliger une dimension essentielle de la stratégie contre-insurrectionnelle : le soutien de la population »*

Plus important encore, la ZANU, à travers son active propagande, propose un réel discours politique et une idéologie. Face à cela, Salisbury est inaudible et semble ne savoir répondre que par les armes. La focalisation sur la dimension idéologique de l'ennemi, renforcée par la propre propagande produite par le régime amène ce dernier à ne pas comprendre le caractère nationaliste, indépendantiste des insurgés. Ainsi, si la propagande de Salisbury semble avoir fonctionné, ce n'est que sur sa minorité blanche. L'absence d'une réelle représentation de la population noire dans les organes du pouvoir par rapport à leur poids démographique ne changera jamais, même avec l'élection de façade en 1979 d'un premier ministre noir, Abel Muzorewa.

11



LE JOURNALISTE FRANÇAIS JEAN-CHRISTIAN TIRAT DANS UN BIDONVILLE DE SALISBURY

### **L'impossible préservation d'un régime rhodésien isolé et affaibli**

**Un relatif isolement sur la scène internationale : la dépendance envers l'allié sud-africain**

Isolé des populations de la majorité du pays, le régime l'est aussi sur le plan international. Durant la guerre, tant à travers ses moyens militaires (humains comme matériels) qu'économiques, la Rhodésie n'a pu se passer du soutien de l'Afrique du Sud. La frontière entre les deux États est essentielle : entre 80 et 90% des importations rhodésiennes pendant le conflit proviennent de cet allié<sup>18</sup>. Dès lors, l'unique axe routier reliant les deux pays fut une cible privilégiée de la guérilla à la fin de la guerre et consumma une grande quantité de moyens sans que jamais il ne soit complètement sécurisé. Pretoria déploya pendant la guerre à la fois des hommes et du matériel en appui direct des Rhodésiens, en particulier dans les opérations extérieures, et fournit une aide financière équivalente à la moitié du budget de défense rhodésien<sup>19</sup>. La survie du régime de Salisbury était donc entièrement du fait de Pretoria.

Face à la « communauté internationale », le régime ségrégationniste rhodésien en devient l'opprobre, à cause de la violation du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes<sup>20</sup>. L'ONU et son Conseil de sécurité votent la mise en place d'un embargo à travers plusieurs résolutions, notamment la résolution 232<sup>21</sup> (1966) et 253<sup>22</sup> (1968)<sup>23</sup>. Enfin, durant tout le conflit, jamais le gouvernement de la minorité blanche ne sera reconnu par les autres États<sup>24</sup>. Même l'allié sud-africain ne s'y risqua pas, d'autant que le Conseil de sécurité décida dans sa résolution 277 de 1970 « que les États membres s'abstiendront de reconnaître ce régime illégal »<sup>25</sup>.

### **Un régime arc-bouté et au bord de la rupture face à une guerre de plus en plus<sup>12</sup> totale**

---

<sup>18</sup> P. Moorcraft, P. McLaughlin, op. cit., p. 124.

<sup>19</sup> P. Moorcraft, P. McLaughlin, op. cit., p. 32.

<sup>20</sup> Article 1 §2 de la Charte des Nations Unies de 1945.

<sup>21</sup> Résolution 232 [en ligne], URL : <http://www.un.org/en/sc/documents/resolutions/1966.shtml>, consulté le 18/11/2018

<sup>22</sup> Résolution 253 [en ligne], URL : <http://www.un.org/en/sc/documents/resolutions/1968.shtml>, consulté le 18/11/2018

<sup>23</sup> Sur les sanctions, voir P. Willaert, « Les sanctions économiques contre la Rhodésie (1965-1970) », in Les moyens de pression économique et le droit international, Bruylant, 1984, p. 216.

<sup>24</sup> Voir toutefois le débat en droit international public entre portée déclarative et constitutive de la reconnaissance.

<sup>25</sup> Résolution 277 [en ligne], URL : <http://www.un.org/en/sc/documents/resolutions/1970.shtml>, consulté le 18/11/2018

La Rhodésie, considérée jusqu'alors comme un havre de paix pour les riches blancs, a bien changé depuis la déclaration unilatérale d'indépendance. Afin de grossir les effectifs des forces de sécurité dont le besoin est croissant, le service militaire est étendu en 1977 aux classes d'âge de 38 à 50 ans et la durée de service s'allonge jusqu'à 190 jours<sup>26</sup>.

*« Cette réduction de la part de la minorité blanche et le besoin croissant de soldats ont conduit à intégrer de plus en plus la majorité noire dans les forces de sécurité »*

Par ailleurs le gouvernement n'a pas d'autres choix que d'accroître les taxes afin de réduire le déficit produit par l'explosion des dépenses militaires comme en 1978 où est instauré une taxe additionnelle pour l'effort de guerre de 12,5% sur le revenu<sup>27</sup>. Dès lors, l'émigration des rhodésiens blancs s'accroît avec le départ vers la fin de la guerre d'environ 2000 blancs chaque mois<sup>28</sup>.

Cette réduction de la part de la minorité blanche et le besoin croissant de soldats ont conduit à intégrer de plus en plus la majorité noire dans les forces de sécurité, fragilisant de fait l'idéologie ségrégationniste défendue par le régime : comment légitimer un pouvoir de minorité blanche fragile, incapable de se défendre ?

| 13

Vers la fin de la guerre, les opérations extérieures se multiplient avec l'appui de l'allié sud-africain. L'intensité et la durée des combats s'accroît aussi face à des insurgés nombreux, de plus en plus combatifs et équipés.

L'opération *Uric* de 1979, une des ultimes opérations rhodésiennes, témoigne de cette évolution importante : le sacro-saint « *kill ratio* » est bien moins large que durant les premières opérations (20:1)<sup>29</sup> et les pertes rhodésiennes relativement importantes (17 hommes et 2 hélicoptères)<sup>30</sup> et ce malgré l'important appui de l'allié sud-africain. Malgré les coups des forces de sécurité, la Rhodésie flanche inexorablement et ne peut éviter la table des négociations qui ne feront qu'acter la fin du régime de la minorité blanche.

<sup>26</sup> P. Moorcraft, P. McLaughlin, op. cit., p. 148.

<sup>27</sup> P. Moorcraft, P. McLaughlin, op. cit., p. 153.

<sup>28</sup> P. Moorcraft, P. McLaughlin, op. cit., p. 131.

<sup>29</sup> P. Baxter, *Bush War Rhodesia : 1966-1980*, Solihull, Helion & Company Ltd, 2014, p. 58.

<sup>30</sup> P. Moorcraft, P. McLaughlin, op. cit., p. 165.







[publications@jeunes-ihedn.org](mailto:publications@jeunes-ihedn.org)